

Activités juridiques, spécialité Collaborateur droit social

RNCP17258 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université de Lorraine

<http://www.univ-lorraine.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Etre un collaborateur ayant une bonne connaissance du droit social et une aptitude à la veille juridique.

Assurer l'accompagnement juridique et administratif des relations de travail tant individuelles que collectives, y compris le traitement de la paie, mais aussi participer au fonctionnement et au développement des structures (collectivités territoriales et associations) oeuvrant dans le domaine particulier de l'aide et de l'action sociales.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Droit social:

- réaliser une veille juridique
- assurer l'accompagnement juridique du processus de recrutement
- assurer le suivi des contrats de travail de la conclusion à la rupture
- accompagner juridiquement la mise à disposition de salariés
- identifier et prévenir le risque contentieux en matière sociale
- maîtriser l'environnement juridique de la rémunération et du temps de travail
- organiser les élections professionnelles
- accompagner le fonctionnement des institutions représentatives du personnel
- organiser la négociation annuelle obligatoire
- maîtriser l'environnement juridique conventionnel de l'entreprise (conventions et accords collectifs de travail)
- accompagner l'élaboration et la mise en oeuvre du plan de formation
- accompagner l'élaboration et la mise en oeuvre du plan de formation et la GPEC
- maîtriser les connaissances de base de la protection sociale (droit de la sécurité sociale, droit de l'aide et de l'action sociale)
- accompagner juridiquement les situations de précarité et de dépendance

Paie:

- établir intégralement et de façon autonome un bulletin de paie
- maîtriser les différents paramètres de la paie
- comprendre les fonctionnalités d'un logiciel paie

Communication:

- acquérir de solides qualités rédactionnelles

- animer des réunions
- maîtriser les techniques d'entretien
- communiquer dans une langue étrangère

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteur privé :

(cabinet d'expertise-comptable, entreprises, comités d'entreprises, structures associatives...)

Administrations et structures publiques (CCAS, Conseil général...)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Assistant juridique au sein du service d'une entreprise chargé du personnel (service des ressources humaines, service administratif, service paie...), d'une organisation syndicale ou professionnelle ou d'un groupement d'employeurs ;
- Assistant ou chargé de recrutement dans une entreprise de travail temporaire ;
- Assistant juridique au sein d'une collectivité ou d'une association oeuvrant dans les domaines de l'aide et de l'action sociales ou des services à la personne.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Enseignants et professionnels ayant contribué aux enseignements (loi n° 84-52 du 26/01/1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury d'enseignants et de professionnels, selon composition votée par le Conseil d'administration de l'Université de Lorraine

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/17258/>